

Politiques de développement de l'Union européenne : cas de la France

Rafik Naimi, enseignant chercheur en droit, Ecole Supérieure de Technologie, -Université Moulay
Ismaïl. Meknès. E-mail naimirafik2017@gmail.com

Résumé

La problématique qui nous interpelle dans ce contexte est de savoir quels sont les politiques de développement de l'Union européenne et spécifiquement la France ?, peut-on calquer le modèle de développement marocain tant recherché sur celui des pays de l'Union et à quel prix ?.

Pour répondre à cette problématique nous adoptons une approche descriptive où développons dans une première partie les politiques de développement de l'Union, pour débattre dans une deuxième partie les possibilités d'adhésion à ces politiques de développement, à ce modèle de développement, si j'ose dire.

Summary

The problematic that challenges us in this context is to know what are the development policies of the European Union and specifically France? Can we model the much sought-after Moroccan development model on that of the countries of the Union? price?

To respond to this problematic, we adopt a descriptive approach in which the development policies of the Union are first developed, to discuss in the second part the possibilities of adhering to these development policies, this model of development, if dare to say.

INTRODUCTION

Par politiques de développement nous entendons l'ensemble des mesures, des dispositifs, et des politiques publiques qui sont initiés par un pays donné dans la perspective de réaliser le confort social à toutes les échelles, à tout le niveau du concitoyen qu'il soit marocain, algérien, tunisien. En termes plus claires, il s'agit en l'occurrence, d'honorer, de respecter le contrat social pour emprunter l'expression de Jen Jacques Rousseau¹.

Le choix du sujet que nous débattons aujourd'hui, c'est –à-dire les politiques de développement de l'Union, n'est pas fortuit, ou fruit du hasard. Il est dicté par le fait qu'il existe entre le Maroc et les pays de l'Union européenne, notamment la France, des relations privilégiées surtout en matière économique, ici, je vous rappelle le fameux statut avancé qui a été accordé par l'Union européenne au Maroc en 2008, et qui couvre un partenariat économique par excellence, sans compter, bien évidemment, le partenariat entre les deux partenaires sur le plan politique, diplomatique et militaire.

La problématique qui nous interpelle dans ce contexte est de savoir quels sont les politiques de développement de l'Union européenne et spécifiquement la France ?, peut-on calquer le modèle de développement marocain tant recherché sur celui des pays de l'Union et à quel prix ?.

Pour répondre à cette problématique nous adoptons une approche descriptive où développons dans une première partie les politiques de développement de l'Union, pour débattre dans une deuxième partie les possibilités d'adhésion à ces politiques de développement, à ce modèle de développement, si j'ose dire.

¹ Aspiration du bonheur des administrés en contrepartie de la soumission à l'ordre général.

1-politiques de développement de l'Union européenne

Beaucoup d'indicateurs économiques et sociaux suggèrent l'idée selon laquelle les pays de l'Union européenne ont atteint un niveau de développement décent. D'après l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE)² le taux de chômage de la zone OCDE est estimé à moins de 5,2 % en février 2019, un taux de survie des entreprises nouvellement créées est supérieur à 90 %, une inflation³ très maîtrisée à raison de 2,1 %, et la liste n'est pas exhaustive.

Pour pouvoir arriver à ces chiffres spectaculaires, les pays de l'Union ont mis en place une politique économique, et un plan de développement qui s'articulent autour des axes suivants : le soutien à la création d'entreprise, le développement des entreprises existantes et l'aide aux Investissements Directes Etrangers (IDE).

Nous commençons d'abord par analyser la création d'entreprise ou l'entrepreneuriat, si vous voulez,

Dans les pays de l'Union européenne, l'Etat et les collectivités locales sont fortement impliqués dans le processus de création d'entreprise à travers la proposition de plusieurs services au profit du porteur de projet de création d'entreprise : prenons le cas de la France par exemple :

- Au niveau du capital :

la Région, en qualité de collectivité locale peut accorder aux porteurs de projets, selon les cas, soit des avances non remboursables, soit des avances remboursables⁴. C'est-à-dire un capital pour pouvoir créer une entreprise et qui peut être restitué s'il s'agit d'une avance remboursable, comme il ne peut être restitué s'il s'inscrit dans le cadre des avances non remboursables, c'est –à-dire une somme d'argent, accordé, à titre gratuit aux porteurs de projet de création d'entreprises .

² OCDE, Organisation de coopération et de développement économique est une organisation internationale d'études économiques, créée en 1961. Cet organisme a succédé à l'organisation européenne de coopération économique, fondée en 1948 dans la perspective de gérer l'aide américaine post guerre (plan Marchal). L'OCDE regroupe 34 pays : l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord, plus le Japon, l'Australie, la Nouvelle Zélande, la Corée, certains pays d'Europe centrale (République Tchèque, Hongrie, Pologne), et gère un budget de 342 millions d'euros en 2011.

³ L'inflation désigne un phénomène économique qui se traduit par une dépréciation de la monnaie combinée à une hausse de prix dû à un déséquilibre entre l'offre de biens et services disponibles sur le marché.

⁴ L'une des pierre d'achoppement à la création d'entreprise, la sous-capitalisation (absence de capitale), selon une étude, conduite par le Conseil Général de la Seine Saint Denis, « Les pépinières d'entreprises de la Seine Saint Denis : bilan et perspective », paris, 1999.

- Au niveau de l'immobilier :
Les collectivités locales, généralement, la Commune ou la municipalité, mettent à disposition des entreprises nouvellement créés des structures d'accueil, et d'accompagnement, appelées : des incubateurs d'entreprises, ou, des pépinières d'entreprises, ou hôtels d'entreprises.

L'originalité de ces structures c'est qu'elles hébergent les entreprises nouvellement créés dans des locaux aménagés, et leur proposent une série de services : secrétariats, études de marchés, rencontres avec les chefs d'entreprises seniors....Le but est de mettre toutes les chances de côtés de l'entreprise pour assurer sa survie. L'hébergement dure généralement 2 ans. Une fois les délais sont passés, l'entreprise quitte systématiquement la structure d'hébergement afin de libérer la place à d'autres jeunes poutres.

Au niveau des idées de création d'entreprises :

Les personnes qui souhaitent créer une entreprise mais qui n'ont pas une idée précise du projet peuvent être aidés par les communes, les chambres consulaires à travers le dispositif baptisé : la banque d'idée.

L'entrepreneuriat tient donc une place importante dans le processus de développement des pays de l'Union. A cet égard, plusieurs études montrent l'impact positif des entreprises sur la création d'emploi. Mieux encore, certains économistes appellent à ce que l'entrepreneuriat soit une discipline et enseignée dans les établissements scolaires et universitaires, c'est notamment le cas de l'économiste français Jacky Vesper, et l'économiste autrichien Peter Drucker.

Qu'en il de la création d'entreprise au Maroc ?

A vrai dire, les programmes gouvernementaux se succèdent : la première génération de ces programmes est cristallisée par le crédit jeune entrepreneur. La deuxième génération s'est traduite par le programme MOUKAWALATI.

En analysant les deux dispositifs, il s'avère qu'ils ne rendent pas service au porteur de projet de création d'entreprise. Pire encore, ils lui compliquent la vie. C'est-à-dire que si le porteur de projet marocain arrive à gagner la confiance de la commission chargée de la sélection des dossiers, il sera orienté vers des banques conventionnées qui proposent à ces porteurs de projets un prêt certes, mais à des taux d'intérêts excessifs, dépassant toute imagination. Généralement, les porteurs de projet abandonnent l'idée de créer une entreprise, ce qui constitue en définitive, une perte pour le trésor public en terme de retombées fiscales. J'ai entendu dire que des porteurs de projets marocains ont écopé d'une peine d'emprisonnement parce qu'ils n'ont pas pu rembourser les dettes contractées auprès des institutions bancaires.

Ensuite, le développement des entreprises existantes, comme deuxième politique de développement engagée par les pays de l'Union européenne dont la France

les pays de l'Union européenne proposent aux entreprises qui sont déjà créées et opérationnelles sur le marché une batterie de services comme par exemple, aider une entreprise à l'implantation , à l'innovation, à la formation, à l'exportation à l'international, au respect du concept de développement durable....Ce qui est important à retenir, c'est que l'Etat à travers ses représentations continue d'être présent dans la vie de ces entreprises, même si elles sont autonomes.

Ce lien, je dirai, même cette relation fusionnelle que j'ai décrite existe-elle au Maroc ? les pouvoirs publics s'intéressent-ils aux entreprises actives en termes d'aides publiques, en termes de formation, la liste n'est pas exhaustive ?

Nous constatons malheureusement une déconnexion totale : les entreprises sont livrées à elles même. Pire encore, un climat de méfiance préside aux relations Etat, entreprises nationales.

Il aurait fallu attendre 24 ans, depuis, 1995, c'est –à-dire depuis l'adoption de la Charte d'investissement pour que le législateur permet cette connexion entre l'Etat et les entreprises à travers la loi n : 47-18⁵ portant réforme des centres régionaux d'investissement adopté par le gouvernement marocain le 13 février 2019, et qui a élargi le rôle des Centres Régionaux d'Investissements pour s'occuper des entreprises opérationnelles.

Enfin le soutien aux Investissement Direct Etranger (IDE)⁶

L'Organisation de la Coopération et de Développement Economique (OCDE) définit les investissements directs étrangers comme un mouvement international de capital soit pour créer une filiale, la développer ,ou avoir directement une autorité sur la gestion d'une entreprise étrangère.

⁵ Dahir n : 1-19-18 du 13 février 2019.

⁶ Les investissements directs étrangers (IDE) sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés pour créer une filiale, la développer ou exercer directement un contrôle efficace sur une entreprise étrangère. Les IDE couvrent aussi les opérations de fusions, prêts...

D'après les statistiques de l'OCDE 12 avril 2019, l'Australie se trouve en tête de liste des pays qui encouragent les IDE, suivie de l'Autriche, la Belgique, le Canada...Il faut préciser qu'un pays décide de placer son capital à l'étranger, après avoir analysé un certain nombre d'éléments, d'agréats comme l'environnement institutionnel, macro-économique, le système d'incitation fiscale, le système politique, le régime de change...

Le Maroc à l'image de beaucoup de pays de sud tente de drainer les IDE à travers la mise en place des zones franches comme celles de Tanger, Knitra, Agadir. Comme il a pu revoir dernièrement la charte d'investissement à travers la loi n : 47-18⁷. Pour pouvoir profiter pleinement des IDE, il serait judicieux de coupler cette politique par l'instauration par les autorités marocaine d'une charte invitant les entreprises qui s'installent dans les zones franches à développer pour nos entreprises nationales le transfert de technologie.

Est-ce que ces piliers de développement adoptés par les pays de l'UE peuvent servir de référence pour le Maroc, en d'autres termes peuvent ils constituer pour notre pays un modèle de développement, c'est ce qu'on va essayer de déconstruire dans le cadre de cette deuxième partie

2 le modèle de développement compatible avec le Maroc

⁷ Parmi les apports de cette loi , la création de la commission régionale unifiées d'investissements, défiscalisation des entreprises nouvellement créées (IS 0 %), création de l'agence marocaine de développement des investissements et des exportations.

Il faut préciser de prime à bord que le modèle de développement qui a suscité un grand débat sur la place publique ne date pas d'aujourd'hui. En ce sens, le Maroc disposait déjà d'un modèle de développement qui s'inscrit systématiquement dans un modèle de développement dit néo-libéral ou le néolibéralisme. Le néolibéralisme est une doctrine politique qui prône une liberté maximale des entreprises, et le minimum d'intervention de l'Etat.

Pour comprendre le modèle de développement adopté par le Maroc, il faut revenir aux années 1980. La sécheresse s'est abattue sur le Maroc, les cours de pétrole s'envolent et le Maroc arrive, en 1983 à la cessation de paiement. Il s'est endetté auprès des institutions financières internationales, respectivement, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Le modèle de développement dit néo-libéral imposé à l'Etat marocain suite à son endettement par les autorités financières internationales s'est traduit notamment par les Politiques d'Ajustement Structurelles (PAS). Ces PAS sont fondées sur trois principes : la privatisation⁸, la libéralisation des marchés⁹, et la dérégulation¹⁰.

Après plusieurs années de la politique d'Ajustement Structurel, l'économie marocaine est à bout de souffle, c'est à-dire que l'Etat marocain s'est trouvé dans l'incapacité de rembourser ses dettes d'où la politique de l'échelonnement de la dette, qui malheureusement, n'a fait que compliquer les choses¹¹.

Face à cette situation chaotique, les institutions financières internationales ont reproché au Maroc le fait qu'il n'a pas su mettre en pratique les politiques d'ajustement structurelles. Elles ont donc changé de politique, en inventant un nouveau concept, à savoir la gouvernance¹². La bonne gouvernance signifie en gros, la bonne administration de la chose.

⁸ La privatisation est une action qui consiste à transférer au secteur privé une activité, ou une entreprise qui appartenaient au secteur public (Etat).

⁹ Une politique de libéralisation consiste à adopter des mesures pour favoriser les échanges commerciaux internationaux et ouvrir les marchés à la concurrence en réduisant les tarifs douaniers, en accordant des subventions aux producteurs nationaux, et en supprimant les contingentement et les quotas. L'Etat a tendance dans ce cas, à renforcer la réglementation ou la régulation d'un secteur d'activité pour permettre l'accès équitable aux services par les différents acteurs.

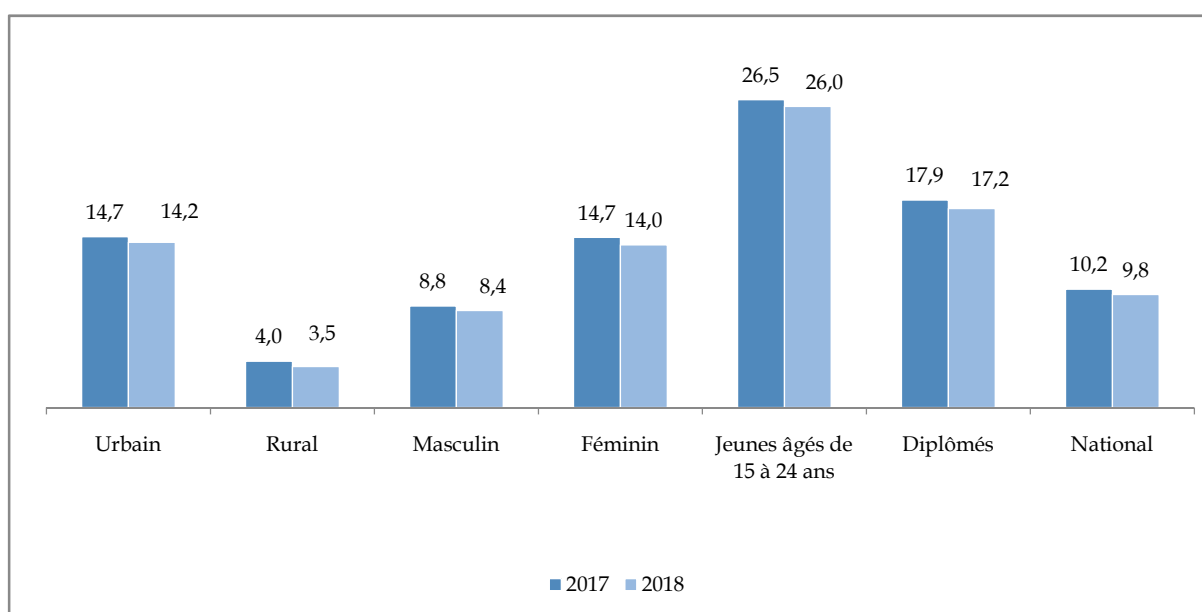
¹⁰ Action qui consiste à supprimer les réglementations en matière de prix, l'Etat se désengage et diminue son intervention afin de dynamiser le marché, et d'encourager le libre-échange.

¹¹ Le rapport de la banque mondiale est sans appel, les pays pauvres consacrent un budget conséquent pour le remboursement de leurs dettes supérieur à celui de l'éducation, à la santé.

¹² La gouvernance est une notion qui puise ses origines de l'économie. Elle a fait son apparition dans les années 1930 en Amérique. Dans cette optique, les économistes américains ont développé une théorie selon laquelle l'entreprise émerge, car ses modes de coordinations internes permettent de réduire les coûts.

La banque mondiale a fixé quatre conditions pour la réalisation de la bonne gouvernance : l’instauration d’un Etat de droit, le respect des lois, l’indépendance de la justice, la bonne administration qui exige une gestion correcte des dépenses publiques.

Le Maroc donc dispose déjà d’un modèle de développement emprunt de la doctrine néolibérale. Seulement, les résultats sont médiocres. Le chômage atteint des niveaux inquiétants : 75,4 % de jeunes diplômés sont en chômage selon les statistiques du Haut Commissariat aux Plans de 2013. J’imagine aujourd’hui, que le chiffre a doublé....



Taux de chômage couvrant la période 2017/2018.
Source : haut Commissariat au Plan

Conclusion

Pour finir sur une note positive, nous estimons que le Maroc a déjà choisi son modèle de développement libéral¹³, il faut maintenant insuffler de l'âme dans ce modèle de développement en adoptant les mesures suivantes, qui sont, en fait des recommandations :

développer une stratégie de développement qui requiert à nos yeux, que le Maroc engage des réformes drastiques dans le domaine du système éducatif en proposant des formations en adéquation réelle avec le marché de l'emploi, et en mettant en œuvre l'observatoire national de la formation ;

encourager la création d'entreprises par des aides financières étatiques, en provenance de l'Etat ou des collectivités locales sous forme d'avances remboursables ou non remboursables, selon la situation financière des porteurs de projets ;

établir de véritables passerelles entre l'université et l'entreprise en associant les chefs d'entreprises à l'élaboration de modules en adéquations avec leurs propres besoins (besoin des industriels) ;

développer le tissu industriel existant en soutenant l'innovation et le transfert de technologie ; appliquer à cette stratégie de développement proposée, le concept de gouvernance.

¹³ Dans le discours royal du 13 octobre 2017, le Roi a appelé à la reconsidération du modèle de développement, ce qui suppose que le Maroc dispose déjà d'un modèle de développement . Le Roi disait : « Nous invitons le Parlement et les différentes institutions ou instances à reconsidérer notre modèle de développement pour le mettre en phase avec les évolutions que connaît le pays ». Fin du discours royal.

